

L'affaire du petit Elian Gonzalez, symbole de l'aide aux tyrans communistes



Quel intéressant révélateur est l'affaire du petit Elian Gonzalez, cet enfant cubain de 6 ans, sauvé par un pêcheur dans le détroit de Floride, alors que sa mère, qui fuyait Cuba en l'emmenant avec elle, venait de se noyer. Fallait-il rendre l'enfant à son père, résident cubain, divorcé et remarié, ou bien le laisser à sa famille américano-cubaine de Miami, que la mère disparue allait rejoindre avec son garçonnet ?

Le ministère de la Justice américain et le Président Clinton lui-même ont pris position en faveur de la propagande de Castro et donc en faveur de la première solution. Ils sont allés jusqu'à faire enlever le gosse par un commando armé à Miami, au domicile de ses oncles ou grands-parents qui refusaient de le rendre !

Sur le plan strictement juridique, l'attorney général des États-Unis, Mme Reno, a raison.

La mère étant décédée, la garde revient sans discussion possible au père.

Mais, comme l'écrit dans le *Nuevo Herald* (l'un des deux grands quotidiens en langue espagnole des États-Unis avec le *Diario las Americas*) Irvin Louis Horowitz, professeur émérite de sciences politiques à l'université Rutgers (et, ce qui n'est pas indifférent dans le présent cas, lauréat du prix Hannah-Arendt) :

“La loi peut être claire sans que la situation concrète le soit.” On ne peut pas traiter cette affaire comme si c'était un banal problème familial, résolu par l'attribution de la garde de l'enfant à la personne qualifiée selon la loi américaine. La mère avait fui avec son fils un régime totalitaire d'abord pour s'y soustraire elle-même, ensuite parce qu'elle voulait que ce fils grandît et fût élevé dans une société démocratique.

Renvoyer l'enfant de force à Cuba, c'est le condamner à vivre dans une dictature, contrairement aux vœux de la mère décédée, à laquelle le jugement de divorce avait confié la charge de son éducation.

C'est priver l'enfant d'un développement intellectuel et moral libre. Qu'on ne vienne pas objecter que l'on politise une question de pur droit familial. C'est Fidel Castro lui-même qui a politisé l'affaire en faisant mobiliser à La Havane des foules en service commandé censées exiger “spontanément” le retour de l'enfant.

C'est Castro qui a transformé un différend familial en conflit politique entre “l'impérialisme” américain et la “révolution” cubaine. Si on ne peut pas avoir de réponse catégorique à la question du cas de l'enfant Elian Gonzalez, il apparaît du moins qu'on ne peut pas la cantonner dans les limites politiques du droit privé.

Quand rendre un gosse à son père, c'est le renvoyer en Allemagne de Hitler ou en Russie de Staline, comment prétendre que le seul cas de conscience soit de choisir entre le papa et

le tonton ou le grand-père ?

Un aspect frappant de cette polémique est l'ardeur d'une partie de la presse soi-disant "libérale" aux États-Unis, comme le *New York Times* (de gauche), et dite "de gauche" (Le Monde ?) en France, à diaboliser la communauté américano-cubaine de Floride. Une revue de presse radiophonique (sur Rance Inter ?) cite les Américano-Cubains de Miami traités de "jusqu'au-boutistes anticastristes" par un journal français non communiste. De nombreux commentateurs de la bien-pensance (de type LREM-UMPS) raisonnent comme si des opposants à une dictature communiste ne pouvaient être que des extrémistes de droite, et non de simples démocrates sincèrement attachés à la liberté, au règne de la loi et aux droits de l'homme !

Ces nombreux commentateurs, des deux côtés de l'Atlantique, montrent à quel point, bien que vivant dans une société libre, ils ont intériorisé les aberrations de la propagande communiste. Car c'est sûrement la propagande communiste qui a conditionné tant d'esprits au point de leur faire admettre le slogan selon lequel tout anticomuniste est forcément un fasciste. N'a-t-on donc jamais le droit d'être aussi antifasciste que l'on est anticomuniste parce que l'on est un démocrate ? La persistance de ce conditionnement est d'autant plus intrigante qu'en l'an 2000 la faillite et le discrédit communistes sont avérés et qu'en particulier le régime cubain vient, il y a quelques jours à Genève, d'être condamné par la commission compétente des Nations unies pour ses violations aggravées des droits de l'homme et l'alourdissement de sa répression depuis trois ou quatre ans ? Faut-il en conclure que la Commission des droits de l'homme des Nations unies est truffée de forcenés d'extrême droite ? (adapté de Jean-François Revel Journal de l'An 2000)

À l'affaire du petit Elian Gonzalez, ce symbole du refus communiste de l'aide aux migrants fuyant la tyrannie, s'oppose Cédric Herrou, symbole de l'aide gauchisante aux migrants, du type Merkel-Macron.

L'activiste anarcho-gauchiste pro-migrants et agriculteur supposé a été interpellé à plusieurs reprises pour aide à l'entrée et à la circulation de migrants en situation irrégulière avec ses compagnons d'Emmaüs Roya, la communauté paysanne anarcho-gauchiste pro-migrants créée par Cédric Herrou.

Valeurs actuelles : Festival de Cannes, "la provocation honteuse" de Cédric Herrou. Célèbre dans les médias de gauche pour bobos bien-pensants pour avoir aidé des migrants à rester clandestinement sur le sol français, Herrou a lancé un doigt d'honneur sur le tapis rouge. Voilà où conduit l'exploitation de la détresse humaine par les complices des passeurs. Je déplore la coupable faiblesse du #Gouvernement face à un délinquant condamné par la justice #Herrou. À l'instar d'Éric Ciotti sur Twitter, de nombreuses personnalités politiques ont fait part de leur indignation après l'apparition remarquée de Herrou au Festival de Cannes. Le militant anarcho-gauchiste pro-migrants rendu célèbre pour avoir aidé des migrants à rester clandestinement sur le sol français s'est fait prendre en photo en lançant un doigt d'honneur.

"Provocation honteuse du condamné Herrou qui, entouré de migrants, fait un doigt d'honneur aux millions de Français qui ne veulent plus subir cette immigration massive, s'est ému le président de Debout la France, N. Dupont-Aignan ✓@dupontaignan
"Provocation honteuse du condamné Herrou qui, entouré de migrants, fait un doigt d'honneur aux millions de Français qui ne veulent plus subir cette immigration massive !

"Un délinquant gauchiste traité comme une star... Assez de cette inversion des valeurs !"

Le délinquant Herrou a fait l'objet d'un documentaire, signé Michel Toesca, sélectionné au Festival de Cannes, sur la façon dont le militant s'est organisé pour accueillir des migrants de plus en plus nombreux.

Éric Ciotti ✓@ECiotti : Un doigt d'honneur au Festival de #Cannes... Voilà où conduit l'exploitation de la détresse humaine par les complices des passeurs. Je déplore la coupable faiblesse du #Gouvernement face à un délinquant condamné par la justice #Herrou – 19 mai 2018.

Thierry Michaud-Nérard